

Delafosse n'est pas Voltaire

Pour Alban Desoutter, secrétaire général de la Libre Pensée 34, la liberté de la presse se heurte dans la réalité à un problème social : « ceux qui possèdent les moyens des grands groupes de presse sont des patrons, et défendent leurs intérêts et la presse locale n'échappe pas à cette règle. » Pour lui, c'est la raison pour laquelle le journalisme de cour est si développé. Il explique : « Pour ceux qui veulent faire entendre une voix différente, ou garder une liberté de ton, le problème est celui du financement. On ne peut pas reprocher aux collectivités locales de ne pas vouloir financer par des abonnements multiples, des organes qui ne leur font pas de cadeau, et qui pointent leurs faiblesses, pour parler courtoisement. Or les annonces sont souvent une source essentielle pour les médias locaux. » Pour le secrétaire général de la Libre Pensée, la question est donc la suivante : la presse peut-elle rester dans les mains d'une poignée de milliardaires, ou soumise aux publications payantes des collectivités locales ?

Selon lui, dans une société inégalitaire, les puissances financières auront toujours les moyens de défendre leurs intérêts qui correspondent à leur point de vue. Le personnel politique n'a pas de raison d'agir différemment. Il poursuit : « Quant au Maire de Montpellier, la malhonnêteté ne vient pas de son refus de payer des abonnements à votre journal : il est normal de ne pas aider ceux qui vous combattent et d'orienter l'argent public sur ceux qui vous mangent dans la main. Je ne pense pas que cela soit conscient : son niveau intellectuel est assez faible, comme on a pu le voir sur son incapacité à comprendre la laïcité, jusqu'au ridicule, malgré de nombreuses tentatives d'explications. Avec ce maire, on est décidément bien loin de Voltaire et de l'aphorisme qu'on lui prête pour résumer sa pensée : "je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire". Mais il est vrai que Voltaire était un démocrate, un vrai lui. »

Censure sur les réseaux sociaux

Selon Franck Mazalon, consultant/blogueur en transition écologique, nous assistons à la décadence et à l'effondrement du monde politique : « Les élus n'ont plus d'âme, plus de cœur, ils sont toujours et encore dans leur logiciel de stratégie, petites magouilles et arrangements entre "amis". Du clientélisme à l'état pur. Ils vivent comme des robots coupés du monde réel des humains. Une fois élus, ils pensent avoir le pouvoir de décision et dans la foulée nous supprimons notre droit d'Expression. Ils nous black-listent, suppriment nos commentaires sur les réseaux sociaux. »

Pour le blogueur, la liberté d'expression était autrefois menacée par le pouvoir d'État et les autorités établies, en particulier religieuses.

Aujourd'hui, elle est prise en otage par deux mouvements opposés : « D'un côté on assiste, au nom de la liberté, à l'expression la plus extrême de la haine verbale, stimulée par l'extraordinaire diffusion des propos qui permettent les outils numériques. De l'autre côté, on constate des phénomènes de censure inspirés par des courants sociaux extrêmement forts qui veulent imposer leur conception de ce qu'on peut dire et de ce qu'il faut taire. Pourtant, le pluralisme politique est essentiel pour garantir que vous receviez une information politique diversifiée. »

Sur le sujet, nous avons tenté à maintes reprises de joindre le président du club de la presse, Olivier Roirand, en vain.